



FOCUS SUR L'IMPACT DE LA NOUVELLE LEGISLATION SUR LES LANCEURS D'ALERTE SUR LES ENTREPRISES

La loi n°2022-401 du 21 mars 2022 ayant trait à améliorer la protection des lanceurs d'alerte. Cette loi transpose la Directive Européenne 2019/1937 dans le droit français. Les personnes entreprises employant au moins 50 salariés, les communes de plus de 10 000 habitants ainsi que les Administrations se doivent de mettre en place un dispositif de recueil et de traitement des signalements.

--> **Formation en présentiel limitée à 40 participants**, pour que vous puissiez bénéficier des conseils de votre formateur et d'une pédagogie interactive

--> **La formation est également disponible en distanciel**



Durée de la formation : 3 heures

Domaine de compétences : Droit pénal, Droit du travail

Niveau de formation : Aucune connaissance spécifique n'est nécessaire

PUBLIC & PRE-REQUIS

VOUS ETES CONCERNE

Cette matinée d'étude s'adresse aux professionnels : avocat, élu du CSE, directeur des affaires juridiques, juriste d'entreprise, juriste d'association, juriste de fédération, assistant juridique, DRH, secrétaire juridique, RRH et collaborateurs RH, responsables des systèmes d'information, dirigeants d'entreprise PME et ETI, juristes d'entreprise, managers, Directeurs d'entreprise ou d'établissement, responsable de la conformité, responsable contentieux.

Secteurs d'activités : tous secteurs

Entreprises : Les journées d'étude organisées par LEXPOSIA SAS sont éligibles à la prise en charge par les Organismes collecteurs agréés - OPCA et FIF-PL.

Avocats : Cette formation valide 3 heures au titre de la formation continue obligatoire des avocats

Formation homologuée par le Conseil National des Barreaux

PRE-REQUIS

Pré-requis : aucun pré-requis pour suivre cette formation

OBJECTIFS PEDAGOGIQUES

Objectifs : **PRENDRE CONSCIENCE DE LA GESTION DES ALERTES**, un nouveau défi pour toutes les organisations qui vont devoir conjuguer la protection de leurs salariés et de leur activité

- La force nouvelle des lanceurs d'alerte
- Comprendre le statut de lanceur d'alerte
- Les bonnes pratiques à privilégier dans l'entreprise
- Les mesures interdites contre les lanceurs d'alerte

INFORMATIONS PRATIQUES

Où ?

Présentiel à Clichy-la-Garenne ou à distance



Formation : Lanceur d'alerte, un statut protecteur, une source d'inquiétude pour les organisations ?

vendredi 24 février 2023

Comment ?

37/39 rue de Neuilly – 92110 Clichy la Garenne

Métro Ligne 13: Mairie de Clichy

Train de banlieue depuis la gare Saint-Lazare : Clichy - Levallois

Formation en présentiel **limitée à 40 participants**, pour que vous puissiez bénéficier des conseils de votre formateur et d'une pédagogie interactive

Contact

Evans LE PERSON - 01 44 83 66 76 - eleperson@lexposia.com

Dominique LAULHÉ-DESAUW - 06 89 35 40 14 - dominique.laulhe-desauw@lexposia.com

METHODES MOBILISEES ET MODALITES D'EVALUATION

METHODES MOBILISEES

Formation en présentiel et en digital avec l'intervention de plusieurs intervenants apportant leurs connaissances et retours sur expérience durant les tables rondes et interventions.

Points forts : interactivité, questions/réponses avec les intervenants, débats entre les participants.

Les intervenants peuvent présenter un support powerpoint qui vous sera remis après la formation, sous réserve d'avoir obtenu leur accord. Après la formation, il vous est possible de visionner le replay vidéo depuis votre compte personnel.

MODALITES D'EVALUATION

A l'entrée de la formation, vous devrez renseigner un questionnaire afin d'analyser vos besoins et vos connaissances.

Durant la formation, il vous est possible de poser vos questions aux intervenants ou aux autres participants.

A la fin de la formation, un questionnaire de fin de formation vous sera remis afin d'évaluer que vous avez atteint les objectifs fixés.

Aussi, un questionnaire d'évaluation à chaud sera à remplir par vos soins afin d'évaluer notre formation.

Il vous sera indispensable de compléter ces deux questionnaires afin d'obtenir votre attestation de fin de formation.



Formation : Lanceur d'alerte, un statut protecteur, une source d'inquiétude pour les organisations ?

vendredi 24 février 2023

PROGRAMME DE L'EVENEMENT

09h00 - 09h10

Présentation de la matinée et des intervenants par LEXPOSIA

Jean-Charles SIMON, avocat associé
David MARAIS, avocat associé
Viviane JOYNES, Managing Director, EQS
Karim MULARD, Directeur Groupe Risques, KEYRUS

09h10 - 10h30

Présentation du contexte législatif

La loi du 21 mars 2022 et le décret du 3 octobre 2022
-La protection du lanceur
-Le traitement de l'alerte
-Les enjeux
-La mise en place d'un dispositif d'alerte interne

Jean-Charles SIMON, avocat associé
David MARAIS, avocat associé

10h30 - 11h30

Retours d'expériences de nos grands témoins

* La preuve des manquements : garanties, admissibilité, limites (pro vs perso)
* Aller plus loin : le support de la justice
* Ne pas aller assez loin : mauvaise victime, voire bon coupable

Viviane JOYNES, Managing Director, EQS
Karim MULARD, Directeur Groupe Risques, KEYRUS

Modérateur : **Jean-Charles SIMON**

11h30 - 12h00

Questions et réponses avec le public

Jean-Charles SIMON, avocat associé
David MARAIS, avocat associé
Viviane JOYNES, Managing Director, EQS
Karim MULARD, Directeur Groupe Risques, KEYRUS

NOS PARTENAIRES